

débats et de les transformer en joutes oratoires pour masquer ses propres difficultés à parvenir à une entente; par conséquent, le Groupe a donc aussi tendance à réclamer plus de pouvoir au sein des institutions internationales — revendication qui rallie plus facilement les points de vues que des questions de fond plus spécifiques. Mais l'approche du Groupe sert les objectifs de ses membres. Elle donne aux pays en développement une position de négociation réelle et est probablement un instrument de négociation véritablement nécessaire. Ainsi, nous devrions nous attendre à ce que se maintienne la cohésion du Groupe des 77, même si cette cohésion est rendue difficile par des questions comme l'énergie. Par ailleurs, les pays occidentaux devraient mieux se consulter et être davantage disposés à proposer des initiatives plutôt que de se contenter de réagir aux positions du Groupe des 77. Et, tout en améliorant nos mécanismes de négociation, nous devons chercher à minimiser la confrontation stérile entre les blocs.

Abstraction faite du processus, il est urgent que le Gouvernement, le Parlement et le public canadiens se concentrent sur la substance des questions Nord-Sud. Jusqu'à maintenant, les pays occidentaux se sont surtout limités à réagir aux demandes du tiers monde, et leur réaction a été inadéquate du point de vue des pays en développement. Grâce en partie au rapport Brandt, on semble toutefois prendre de plus en plus conscience de la réalité de l'interdépendance globale et de la communauté des intérêts — thème bien développé par notre Institut Nord-Sud en ce qui a trait à certaines questions spécifiques. Et on reconnaît de plus en plus la nécessité d'une action efficace.

#### Approche globale

J'aimerais maintenant vous entretenir des grands dossiers auxquels le Canada devra s'attaquer dans les mois à venir. En guise d'introduction, permettez-moi quelques observations. Premièrement, étant donné la différenciation naturelle des intérêts et des ressources des pays en développement, les instruments politiques et les solutions devront également être différents. Certains devront se concentrer sur les plus démunis, d'autres sur les pays en développement à revenu intermédiaire, et d'autres enfin sur les pays de l'OPEP. C'est pourquoi l'aide seule n'est pas suffisante. Et fait tout aussi important, les pays développés n'ont pas tous la même capacité de réaction au plan individuel ou collectif. Deuxièmement, nous ne devons jamais oublier que la responsabilité du développement appartient ultimement aux pays en développement eux-mêmes et que nombre d'entre eux devront pour cela se doter de politiques nationales plus efficaces. Il est toutefois évident qu'ils auront besoin d'une aide et, plus précisément, d'un environnement international plus favorable. Troisièmement, il est évident que toutes nos options de politique reliées à ces questions entraîneront des coûts — politiques ou financiers — et que certains de ces coûts seront fort élevés. Si on examine une à une les questions en cause, on trouvera toujours des raisons de rejeter les changements de politique, notamment devant les critiques de nos groupes de pression. Mais si tous ces changements sont rejetés, les perspectives offertes aux pays en développement — et finalement à tous les pays — seront peu reluisantes. Il faut donc nous assurer que nous adoptons une perspective globale tenant nettement compte de l'aspect Nord-Sud lorsque nous nous pencherons sur chacune des questions sectorielles.

J'ai été frappé par la deuxième recommandation de votre rapport intérimaire, à savoir